



**Réunion conjointe entre
le Comité interministériel pour la coopération au développement (CID) et
la Commission interdépartementale pour le développement durable (CIDD)**

**Réunion virtuelle du 26 mars 2021
Compte-Rendu**

Présences

Délégués du CID

Manuel TONNAR	Président, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire	<input checked="" type="checkbox"/>
Patrick HEMMER	Ministère d'Etat	
Claude FABER	Ministère d'Etat (suppléant)	
Christophe SCHILTZ	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire	<input checked="" type="checkbox"/>
Cathy WELTER	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction politique	<input checked="" type="checkbox"/>
Tom KOELLER	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Défense	
Roland REILAND	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Défense	<input checked="" type="checkbox"/>
Alain BLISS	Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de l'Immigration et de l'Asile	exc.
Christine HEERZELE	Ministère de l'Agriculture, la Viticulture et du Développement rural	
Pierre TREINEN	Directeur du Service d'Economie rurale	
Barbara ZECHES	Ministère de la Culture	exc.
Daniel DA CRUZ	Ministère de l'Economie (y compris pour DG Tourisme et DG Classes moyennes)	
Sarah HAUNERT	Ministère de l'Economie	exc.
Alex FOLSCHIED	Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	
Claude SEVENIG	Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	<input checked="" type="checkbox"/>
Ralph KASS	Ministère de l'égalité entre les femmes et les hommes	exc.
Christopher WITRY	Ministère de l'égalité entre les femmes et les hommes	exc.
Carlos GUEDES	Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire	
Frederick-Christoph RICHTERS	Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire	

Romain MARTIN	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche	exc.
Léon DIEDERICH	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche	
Georges GEHL	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD)	
Marguy KOHNEN	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	<input checked="" type="checkbox"/>
Emma WALDRON	Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région	<input checked="" type="checkbox"/>
Stéphanie GOERENS	Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région	
Georges HEINEN	Ministère des Finances	
Miguel MARQUES	Ministère des Finances	<input checked="" type="checkbox"/>
Raymond BAUSCH	Ministère des Finances, Inspection générale des finances	exc.
Fabien SIMON	Ministère des Finances, Inspection générale des finances	exc.
Bob GENGLER	Ministère de la Fonction publique	
Romain SCHLIM	Ministère de la Fonction publique	
Pol HENROTTE	Ministère de l'Intérieur	<input checked="" type="checkbox"/>
Patricia VILAR	Ministère de l'Intérieur	exc.
Dina RAMCILOVIC	Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/>
Tom HANSEN	Ministère de la Justice	
Gilbert SCHMIT	Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	
Paul EILENBECKER	Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	
Jeannette MUELLER	Ministère de la Protection des consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/>
Nadia DJEBBAR	Ministère de la Protection des consommateurs	
Noémie MAROCHI-FEYDER	Ministère de la Santé	<input checked="" type="checkbox"/>
Claire ANGELSBURG	Ministère de la Santé	
Sarah HARIK	Ministère de la Sécurité intérieure	<input checked="" type="checkbox"/>
Nathalie WEBER	Ministère de la Sécurité sociale	
Pascale SPELTZ	Ministère de la Sécurité sociale	<input checked="" type="checkbox"/>
Carlo HASTERT	Ministère des Sports	exc.
Christophe BESTGEN	Ministère des Sports	exc.
Maggy HUESSEIN	Ministère des Sports	<input checked="" type="checkbox"/>
Nadine WELTER	Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire	<input checked="" type="checkbox"/>

Autres participants

Nicole IKUKU	Directrice du Cercle des ONGD
Chantal WINANDY	ONG Kindernothilfe, représentante du Cercle des ONGD (GT Agenda 2030)
Thomas LAMMAR	Desk Cohérence des politiques, finance inclusive et secteur privé ; Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire
Ernstine KORNELIS	Secrétaire du Comité interministériel pour la coopération au développement, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire
Lucie JUNG	Stagiaire, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Direction de la Coopération et de l'Action humanitaire
Ernesto SORIA MORALES	Senior Policy Analyst at the OECD's Policy Coherence for Development Unit

Anna PICCINI	OECD
Carina LINDBERG	OECD
Penelope CARON	OECD
Danielle FORTIER	OECD
Elise DESPLANQUES	OECD
Melissa SANDER	OECD
Giulia GIODANI	OECD
Manuel EUGSTER	OECD

Membres de la CIDD ayant participé à l'atelier :

Marguy KOHNEN	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
Ben MAX	Ministère de la Digitalisation
Christian MERSCH	Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Claude SEVENIG	Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
David DEL NIN	Ministère de la Culture
David HOTTUA	Ministère de l'Intérieur
Emma WALDRON	Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région
Georges REDING	Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire
Jeannette MULLER	Ministère de la Protection des consommateurs
Jil JUCHEM	Ministère des Finances
Lennart DUSCHINGER	Ministère des Finances
Luc DOCKENDORF	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Pierre THIELEN	Ministère de l'Economie
Sébastien KIEFFER	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

1. Remarques introductives

Les Présidents de la CIDD, Madame Marguy Kohnen (MECDD) et du CID, M. Manuel Tonnar (MAEE) ouvrent la réunion conjointe du comité interministériel pour la coopération au développement (CID) et de la Commission interdépartementale pour le développement durable (CIDD), deuxième réunion de ce type après [un premier atelier conjoint facilité par l'OCDE le 26 juin 2020](#).

Lors des remarques introductives, les Présidents du CID et de la CIDD se sont félicités de la tenue du deuxième atelier dans le cadre du projet « *Strengthening policy coherence for sustainable development in Luxembourg* » facilité par les experts de l'OCDE. Ils remercient ainsi de leur disponibilité et collaboration les collègues de l'OCDE Ernesto Soria Morales et ses collègues présents aujourd'hui, mais aussi tous les participants à cette réunion dont les membres du Cercle des ONGD. En outre, il a été rappelé de l'importance consacrée à la cohérence des politiques (CP) dans les agendas notamment de l'OCDE qui accueillera prochainement la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, pour laquelle le Luxembourg a l'honneur de tenir la vice-présidence. De même, le fort engagement du Luxembourg en la matière a été rappelé, car de fait il a inclus la cohérence des politiques pour le développement durable dans son plan national de développement durable et dans son programme gouvernemental. Le MECDD et MAEE ont également activement participé à la réunion semestrielle des points focaux nationaux de

l'OCDE et le Luxembourg a contribué volontairement au travail de l'unité *OECD-PCSD* permettant la création [d'outils en ligne pour la cohérence des politiques \(CP\) de développement durable \(CPDD\)](#).

En outre il a été rappelé que la revue à mi-parcours du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a salué les mesures prises par le Luxembourg pour renforcer ses mécanismes de CP, tout en dessinant davantage de pistes pour renforcer la CP, par exemple par le biais d'une inclusion renforcée des aspects de développement international dans le cadre de la finance durable. C'est dans cette optique que les Présidences du CID et de la CIDD se réjouissent d'approfondir la discussion sur base des résultats préliminaires présentés par les experts de l'OCDE.

En amont de la partie « pratique » de l'atelier et du travail en groupes, la réunion conjointe du CID et de la CIDD a notamment permis de faire le point sur le travail effectué depuis l'initiation du projet qui a deux objectifs majeurs. Tout d'abord de renforcer les mécanismes existants au Luxembourg pour promouvoir les synergies, faire face aux « *trade-offs* » politiques et d'éviter les retombées négatives lors de la mise en application des objectifs de développement durable (ODD). Ensuite, il s'agit d'améliorer les capacités de l'administration dans sa globalité afin de mettre en pratique la cohérence des politiques et l'élaboration intégrée de politiques.

2. Compte-rendu de l'atelier conjoint mené sur base de l'outil d'auto-évaluation¹

CONTEXTE

La réunion conjointe du CID et de la CIDD du 26 juin 2020 a lancé le projet de collaboration, soutenu par l'OCDE, sur le "Renforcement des mécanismes institutionnels existants et des capacités pour la cohérence des politiques pour le développement durable au Luxembourg".

À la suite de cette réunion, diverses parties prenantes du gouvernement et de la société civile au Luxembourg (*voir liste des institutions, placée en annexe A*) ont rempli des questionnaires (11 participants) et ont participé à des entretiens (8 participants) menés par l'OCDE sur les principaux mécanismes, processus, initiatives et acteurs qui interviennent en soutien à la cohérence des politiques pour le développement durable (CPDD).

Ce deuxième atelier fut l'occasion de discuter des résultats préliminaires de l'analyse institutionnelle menée par l'OCDE, portant sur les principaux mécanismes, processus et acteurs, les initiatives en cours, ainsi que les défis observés pour appuyer et promouvoir des politiques cohérentes au service du développement durable au Luxembourg.

OBJECTIFS

L'atelier du 26 mars 2021 s'est inscrit dans la deuxième phase du projet visant à faciliter une auto-évaluation des mécanismes institutionnels existants pour la cohérence des politiques de développement durable, d'avoir une compréhension de son implémentation, des rôles de chacun dans le processus et de la mise en pratique des mécanismes. Les résultats des discussions de ce deuxième atelier permettront à leur tour d'alimenter une revue des processus d'élaboration des politiques et des différents outils liés à la CPDD dans l'atteinte des ODD au Luxembourg et au-delà, qui sera produite à la suite de la deuxième phase du projet.

ORGANISATION

Lors de ce deuxième atelier, les membres de la CIDD et du CID et les invités ont formé trois groupes de

¹ Compte-rendu produit par les soins de l'OCDE.

discussion organisés d'après les trois piliers de la recommandation de l'OCDE sur la CPDD :

1. Une vision stratégique de la mise en œuvre du Programme 2030, soutenue par une volonté et une impulsion politiques claires en faveur de la CPDD ;
2. Des mécanismes institutionnels et des dispositifs de gouvernance efficaces et inclusifs, capables de gérer les interactions entre les politiques publiques de différents secteurs et d'harmoniser l'action des différents niveaux d'administration ;
3. Une panoplie d'outils adaptés et évolutifs pour anticiper, évaluer et pallier les effets nationaux et transnationaux et les conséquences à long terme des politiques. Les discussions de groupe ont porté sur certains domaines d'action où des possibilités de renforcer la cohérence des politiques ont été identifiées, par exemple la finance durable, la consommation responsable, le logement, le genre, l'aménagement du territoire, etc.

Au début des sessions de discussion, les participants (environ 6 par groupes) ont utilisé l'outil d'auto-évaluation en ligne de l'OCDE afin de passer en revue les mécanismes de cohérence existants, tenant en compte les huit principes directeurs de la recommandation du Conseil de l'OCDE sur la cohérence des politiques au service du développement durable. Les participants ont évalué chacun des mécanismes en suivant une échelle de scores de 5 (en place, qui fonctionne) à 1 (non mis en place) (*voir échelle, placée en annexe B*).

COMPTE-RENDU DES DISCUSSIONS

Résultats de l'auto-évaluation des groupes et messages clés extraites des discussions :

Groupe 1 : Vision stratégique, engagement et impulsion politique claire en faveur de la cohérence des politiques pour le développement durable (CPDD)

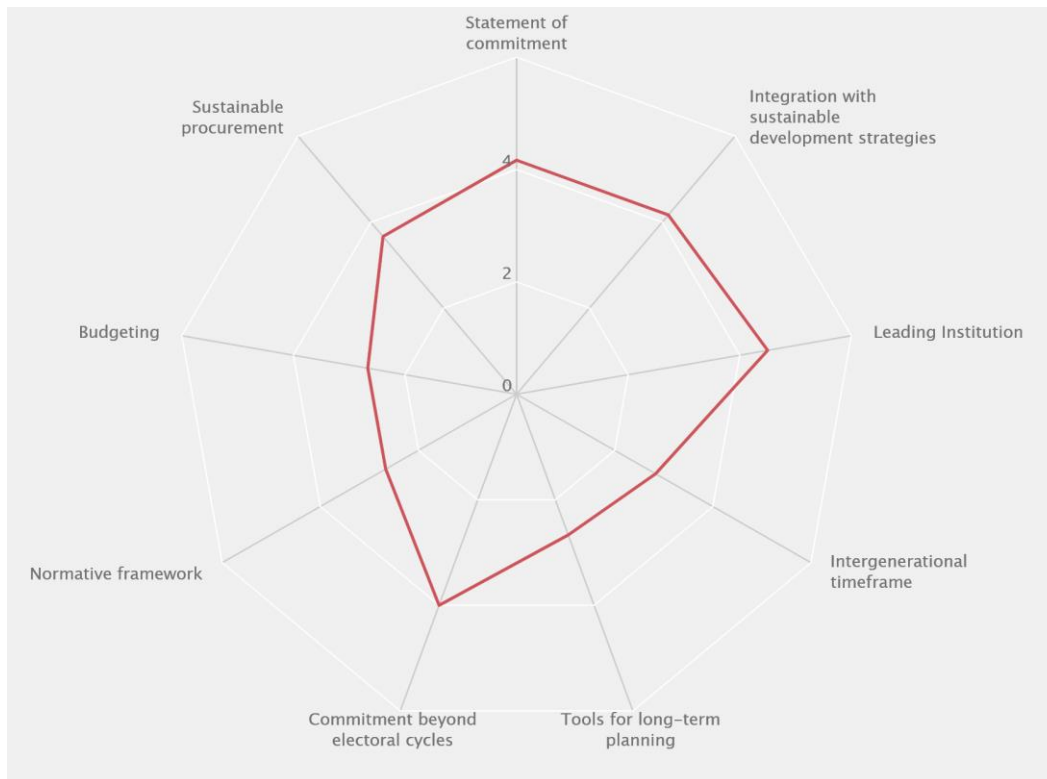
Les participants du Groupe 1 ont discuté du premier pilier des recommandations de l'OCDE sur la CPDD : *une vision stratégique de la mise en œuvre du Programme 2030, soutenue par une volonté et une impulsion politique claire*. Les résultats de l'auto-évaluation (voir Graphique 1) montrent que l'engagement de renforcer la gouvernance de la CPDD dans une stratégie à long terme est bien en place au Luxembourg bien que son niveau de mise en œuvre ne soit pas encore complet (score 4). D'un autre côté, les outils, l'établissement du budget et un encadrement normatif apparaissent en cours de développement (score 2).

Suite à cette analyse, les forces et les mécanismes à renforcer du premier pilier ont été identifiés et discutés dans le groupe :

- L'établissement d'un budget ou budgétisation intégrant les ODD reste limité, son utilisation pourrait être renforcée afin qu'il devienne un élément primordial et fort de la CPDD.
- Le cadre de la CPDD allant au-delà du cycle électoral est en place, un renforcement par une sensibilisation du grand public à ces questions apparaît comme nécessaire dans la discussion.

Les mécanismes interministériels sont bien en place dans l'implémentation de la CPDD au Luxembourg. Ceux-ci pourraient être renforcés par une sensibilisation et formation des fonctionnaires à l'intégration de la CPDD dans les politiques et dans les prises de décisions, ainsi que par l'implication des municipalités dans le processus. Il semble important de noter que le gouvernement du Luxembourg a l'intention de travailler à court terme sur une formation CPDD adressée aux fonctionnaires.

Graphique 1. Résultats de l'auto-évaluation du groupe 1



Échelle des scores : 0 = Non applicable; 1 = N'est pas en place; 2 = En cours de développement; 3 = En place, non implémenté; 4 = En place, partiellement implémenté; 5 = En place, fonctionne.

Groupe 2 : Mécanismes institutionnels et dispositifs de gouvernance efficaces et inclusifs

Les participants du groupe 2 ont discuté du deuxième pilier des recommandations de l'OCDE sur la CPDD : *les mécanismes institutionnels et des dispositifs de gouvernance efficaces et inclusifs, capables de gérer les interactions entre les politiques publiques de différents secteurs et d'harmoniser l'action des différents niveaux d'administration.*

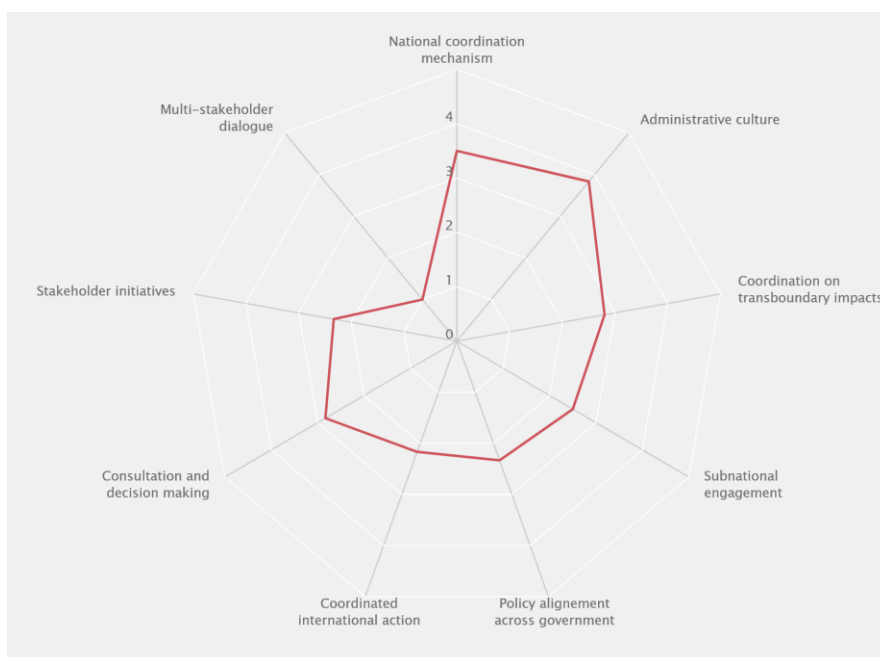
Les scores les plus élevés de l'auto-évaluation (score 3) sont ceux du mécanisme de coordination nationale et de la culture administrative, qui font référence aux pratiques de travail favorisant une communication efficace de la CPDD entre les ministères et différents départements. Le faible score (score 1) obtenu pour le dialogue multipartite a été une surprise, étant donné que l'analyse a permis d'identifier un certain nombre d'initiatives.

Ces résultats ont conduit à une discussion afin d'identifier les forces et les mécanismes à renforcer dans ce deuxième domaine :

- La petite taille du gouvernement, qui facilite la communication entre les secteurs.
- Les réunions hebdomadaires du pré-conseil sont une occasion clé pour des discussions interministérielles sur la maximisation des synergies et l'anticipation des compromis. Ceux-ci pourraient être rendus plus efficaces par l'utilisation de l'outil "Sustainability check" (*Nohaltegkeetscheck*), qui permettra de fournir des informations plus précises à ces débats, ainsi qu'un alignement de l'accord de coalition (priorités politiques, approche à court terme) avec le PNDD (Plan national de développement durable), et les considérations à long terme.

- La base juridique qui existe pour la coordination du développement durable est un point fort, conformément aux recommandations réglementaires. Sur cette base, les ODD pourraient également être intégrés directement dans la législation, comme cela a été fait avec l'ODD 4 et les initiatives prises dans l'éducation.
- Le rôle du Comité interministériel pour la coopération au développement pourrait être ultérieurement renforcé dans le cycle des politiques, grâce à un suivi donné par les ministères compétents aux recommandations formulées lorsqu'un conflit entre politiques est relevé via le "*Nohaltegkeetscheck*" en cas d'intérêts contrastants entre les politiques nationales et les intérêts des pays en voie de développement.

Graphique 2. Résultats de l'auto-évaluation du groupe 2



Échelle des scores : 0 = Non applicable; 1 = N'est pas en place; 2 = En cours de développement; 3 = En place, non implémenté; 4 = En place, partiellement implémenté; 5 = En place, fonctionne.

Groupe 3 : Systèmes d'évaluation et rapport des conséquences à long terme des politiques

Les participants du Groupe 3 ont discuté du troisième pilier des recommandations de l'OCDE sur la CPDD : *outils adaptés et évolutifs pour anticiper, évaluer et pallier les effets nationaux et transnationaux et les conséquences à long terme des politiques*.

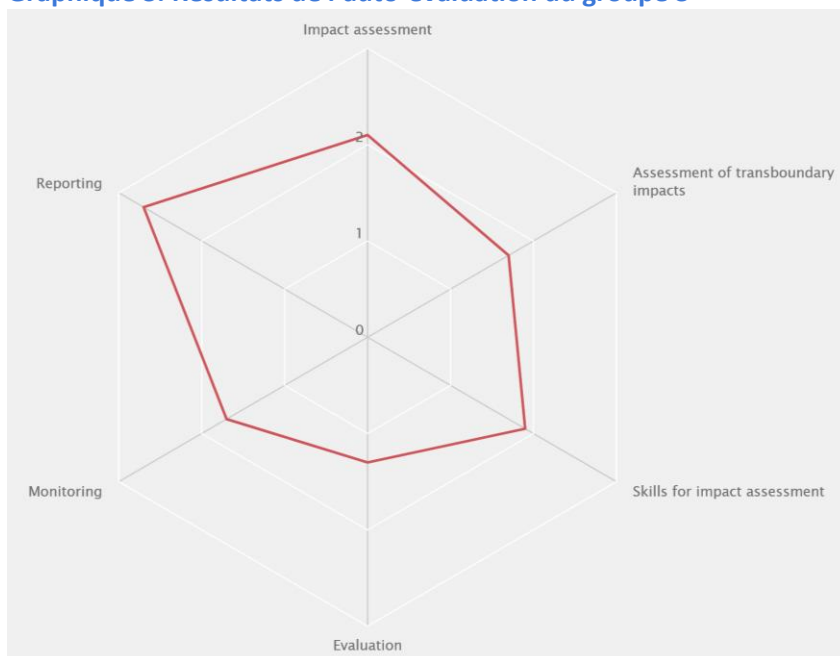
Les résultats de l'auto-évaluation (voir Graphique 3) montrent que les différents outils et systèmes d'évaluation en lien avec la CPDD ainsi que l'évaluation de l'impact transfrontalier obtiennent un résultat faible car ils sont en cours de développement (score 2). Ce faible score sur les systèmes d'évaluation est sans surprise et rejoint les résultats de l'ensemble des États membres de l'OCDE. La mise en place d'un système de rapport transparent qui soutient la CPDD est reconnu et obtient un score positif (score 4).

Ci-dessous les mécanismes à renforcer discutés au sein du groupe pour ce troisième pilier :

- La mise en place d'un système d'évaluation et de contrôle semble primordial afin de s'appuyer sur des données dans l'élaboration des politiques publiques, mais aussi d'améliorer les différents mécanismes de la CPDD et élaborer une vision stratégique à long terme.

- L'impact transfrontalier des politiques devrait être évalué et adressé dans les mécanismes de la CPDD, ce qui d'après la discussion, peut encore 'être amélioré.
- Enfin l'outil " *Nohaltegeetscheck*" en cours de développement par le gouvernement Luxembourgeois pourrait être une opportunité d'adresser et d'évaluer les impacts négatifs potentiels des politiques sur le développement durable dans un projet législatif.
- Aussi, il pourrait devenir un élément consultatif pour les différents acteurs et comités qui interviennent dans la mise en place de la cohérence des politiques pour le développement (CPD) et de la CPDD, qui pourraient émettre des avis lors de la formulation des politiques, et participer au suivi et l'évaluation de la contribution des politiques à la mise en œuvre d'une CPDD renforcée. Le monde académique pourrait éventuellement venir appuyer ces analyses et informer les décisions.

Graphique 3. Résultats de l'auto-évaluation du groupe 3



Échelle des scores : 0 = Non applicable; 1 = N'est pas en place; 2 = En cours de développement; 3 = En place, non implémenté; 4 = En place, partiellement implémenté; 5 = En place, fonctionne.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE D'AUTO-ÉVALUATION

L'auto-évaluation en ligne est un outil "souple" servant de base à la discussion de groupe. Ci-dessous les résultats consolidés de l'exercice :

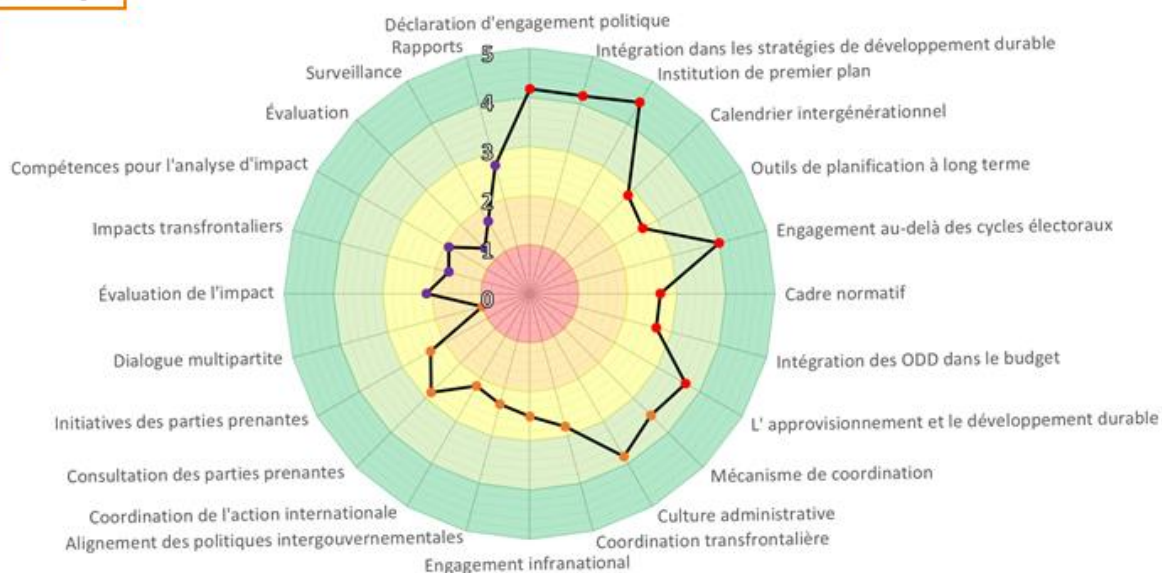
RÉSULTATS: PCSD CHECKLIST

1. N'est pas en place 2. En cours de développement 3. En place, non implémenté 4. En place, partiellement implémenté 5. En place, fonctionne 0. Non applicable

1. Vision stratégique

2. Interactions Politiques

3. Impact



Échelle des scores : 0 = Non applicable; 1 = N'est pas en place; 2 = En cours de développement; 3 = En place, non implémenté; 4 = En place, partiellement implémenté; 5 = En place, fonctionne.

Remarques finales et bilan de l'exercice d'auto-évaluation :

- La vision et le leadership sont apparus comme étant le domaine le plus fort, notamment dans les mécanismes suivants : une vision politique allant au-delà des cycles électoraux, une déclaration d'engagement à la CPDD au plus haut niveau du Gouvernement, et l'existence d'une institution de premier plan intégrant la CPDD (CIDD). La budgétisation a obtenu un score plus faible et a été identifiée comme un domaine clé à améliorer afin de faire progresser la mise en œuvre des ODD, en référence à ce qui a été mis en place en Finlande.
- Le troisième pilier est apparu comme le domaine ayant obtenu le plus faible score et avec le plus de défis pour progresser dans la CPDD. Il a été reconnu qu'un suivi est absolument nécessaire, et que les indicateurs de bien-être pourraient être utilisés davantage, par exemple pour les évaluations d'impact. Il a toutefois été noté que les compétences, le suivi et l'évaluation étaient des travaux en cours et qu'ils pourraient être renforcés une fois que le " *Nohaltegkeetscheck* " sera en place.
- Obtenant un score moyen, les interactions politiques sont également un domaine à améliorer. Par exemple, la commission interdépartementale pour le développement durable pourrait se réunir plus souvent. Cependant les opportunités discutées incluent la création de l'unité "Luxembourg Stratégie" au sein du Ministère de l'Economie, pour fournir des conseils horizontaux sur les projections à long terme, ainsi que de nouvelles façons d'échanger de manière informelle en dehors les formats de réunions formels.

PROCHAINES ÉTAPES

Les résultats de cet atelier ont permis de tester et alimenter les résultats préliminaires de l'analyse institutionnelle menée par l'OCDE sur la revue des mécanismes pour la CPDD, qui sera produite à la suite de la deuxième phase du projet. Le sujet de l'outil « *Nohaltegkeetscheck* » sera ajouté à l'agenda pour les futures discussions.

L'équipe OCDE-CPDD remercie la CIDD et le CID ainsi que les personnes interrogées au Luxembourg pour les efforts déployés et pour avoir fourni des informations détaillées lors des entretiens et ateliers.

OCDE / Lucie Jung / Ernstine Kornelis / Thomas Lammar / Sébastien Kieffer
Personne de contact : E. Kornelis (247-82373)

ANNEXES

A. Liste des institutions participants aux questionnaires et aux entretiens de l'OCDE

Institutions
Secrétariat général du Conseil de Gouvernement Coordination / Ministère d'Etat
Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - Coordination générale
Ministère des Affaires étrangères et européennes
Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes
Ministère de l'Intérieur
Ministère de l'Agriculture
Ministère de la Protection des consommateurs
Ministère de la Digitalisation
Ministère de l'Économie
INDR - Institut National pour le Développement durable et la Responsabilité sociale des entreprises
Cercle de coopération des ONGD du Luxembourg
IMS LUX - Inspiring more sustainability
Mouvement Écologique (OEKO NGO)

B. Échelle de scores - outil d'auto-évaluation

5	En place, fonctionne – l'élément constitutif évalué est complet et pertinent.
4	En place, partiellement implémenté – l'élément de base est en place, mais le niveau de mise en œuvre n'est pas complet.
3	En place, non implémenté – l'élément de base est en place, mais il n'est pas mis en œuvre (par exemple, des déclarations d'engagement, mais pas d'action)
2	En cours de développement – l'élément de base n'existe pas encore, mais il est en cours de développement.
1	N'est pas en place – l'élément de base évalué n'existe pas et il n'y a pas de plans ou d'actions pour le mettre en place.
0	Non applicable – l'élément de base n'est pas applicable au contexte dans lequel se déroule l'évaluation.